

Pour notre avenir professionnel et personnel, tous en grève le 9 octobre !

Face à la destruction systématique de nos services, institutions et établissements, mobilisons-nous le 9 octobre ! Liquidation du Crédit Foncier, destruction des réseaux de proximité, suppressions d'emplois massives (Banque de France, Finances publiques...), transfert de missions publiques au secteur privé, précarisation...

Parce que les besoins sociaux augmentent, exigeons des moyens pour y répondre dans de bonnes conditions, par :

- 1. le développement d'un réseau d'implantations adapté aux besoins** des territoires et des citoyens ;
- 2. un plan pluriannuel de créations d'emplois** statutaire ;
- 3. l'intégration au sein de nos administrations et établissements de toutes les fonctions dites de « support »** nécessaires aux missions économiques et financières ainsi qu'un large plan de résorption de la précarité ;
- 4. l'augmentation du pouvoir d'achat** avec le rattrapage des pertes intervenues les années antérieures l'augmentation immédiate de 300 euros pour tous, l'indexation de la valeur du point d'indice sur le coût de la vie et le rétablissement de la péréquation pour les retraités ;
- 5. des mesures correctrices pour que l'égalité salariale entre les femmes et les hommes** soit une réalité dès maintenant ;
- 6. l'abrogation de tous les systèmes de rémunération au « mérite » ;**
- 7. la reconnaissance des qualifications**, de plus en plus élevées, que nous devons acquérir pour remplir correctement nos missions, sous la forme de plan de qualifications massifs et la progression d'au moins un niveau de qualification au cours de la carrière ;
- 8. le maintien des CHSCT**, le respect par les employeurs de leurs obligations de sécurité de résultats en santé au travail, un plan d'urgence de désamiantage massif des sites domaniaux, locatifs, cités administratives, immeubles de type « Pailleron », pour

qu'aucune contamination ne se produise plus et que l'amiante soit banni de nos bâtiments ;

9. des politiques sociales répondant aux besoins des agents et salariés des administrations et établissements économiques et financiers : logement, restauration, vacances... ;

10. la création d'un véritable pôle financier public, sous contrôle démocratique et citoyen, élargi à la Banque de France et aux institutions financières qui exercent des missions d'intérêt général.

Nous, agents et salariés des administrations et établissements économiques et financiers, savons que les moyens existent, et même qu'ils n'ont jamais été aussi abondants. Seule manque la volonté politique de les mobiliser dans l'intérêt de tous.

**LE 9 OCTOBRE, IMPOSONS NOS
REVENDEICATIONS PAR LA GRÈVE ET
LES MANIFESTATIONS.**

9
OCTOBRE
2018